

Le succès des assurances contre les prises d'otages

La recrudescence des prises d'otages et des kidnappings pousse de nombreuses sociétés à souscrire une assurance, comme l'explique "Le Parisien".

PAR 6MEDIAS

Modifié le 05/11/2017 à 16:11 - Publié le 04/11/2017 à 14:03 | Le Point.fr



Pour les multinationales, assurer la sécurité de leurs salariés expatriés est un enjeu crucial. Alors que de plus en plus d'enlèvements ou de prises d'otages ont lieu dans des régions du monde instables et à risque, certains assureurs proposent des contrats prenant en charge tous les coûts liés aux kidnappings, comme le raconte Le Parisien. Des offres qui incluent bien évidemment le remboursement des rançons payées, mais également celui des frais d'engagement de négociateurs, de la mobilisation de moyens de rapatriement ou du soutien psychologique. Dans la plupart de ces contrats, principalement proposés par des assureurs anglo-saxons comme la Lloyd's ou AIG, les personnes enlevées en même temps que le salarié, comme des membres de sa famille ou des amis, bénéficient des mêmes garanties.

Le marché de ces contrats d'assurance, qui sont supposés rester secrets pour ne pas tenter les kidnappeurs alléchés par la perspective que des rançons soient versées plus facilement et plus généreusement, atteignait, selon la société Cognizant, la somme de près de 900 millions d'euros en 2015. En 2019, il pourrait représenter plus de 4 milliards d'euros. Le coût d'une telle assurance pour une entreprise se situe entre 10 000 et 30 000 euros par an pour couvrir l'ensemble de ses salariés. Une somme relativement « raisonnable » pour des entreprises qui peuvent se voir demander des rançons allant de quelques dizaines de milliers d'euros à plusieurs millions, comme au Sahel.

30 000 enlèvements par an

Une étude de la compagnie américaine Liberty révèle que le Mexique est le pays où le nombre de rançons demandées est le plus élevé chaque année, avec un total de 6,4 millions de dollars en 2017. Juste derrière arrivent l'Inde, le Pakistan et l'Irak. Interrogée par *Le Parisien*, Bénédicte Delaleux, directrice du département risques financiers chez l'assureur américain Chubb, rappelle qu'« environ 30 000 enlèvements ont lieu chaque année dans le monde ». De quoi pousser les grands groupes internationaux à prendre les mesures adéquates pour s'épargner des dépenses considérables.

LIRE aussi Française enlevée au Mali : Macron s'engage à « éradiquer » les ravisseurs

Reportages, analyses, enquêtes, débats. Accédez à l'intégralité des contenus du Point >>

LE POINT VOUS RECOMMANDE



François Fillon refuse une offre croustillante



Hallyday, Macron, Cantat : Brigitte Bardot se lâche



John McCain ironise sur l'exemption de service militaire de Trump